



# LIFE-AR

LDC Initiative for Effective  
Adaptation and Resilience



Plateformes mondiales et nationales des PMA:

# Transformer la finance climatique



## TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif	4
À propos de LIFE-AR	5
Les structures de gouvernance de LIFE-AR	5
La pertinence des plateformes pays pour les plateformes nationales LIFE-AR	8
Les plateformes nationales LIFE-AR	10
Bhoutan – Travailler en s'appuyant sur les institutions existantes	13
Malawi – Renforcer la gestion financière du gouvernement	14
Ouganda – Innover pour réformer les pratiques courantes	15
Burkina Faso – Donner un nouveau souffle aux institutions existantes	16
Gambie – Renforcer l'inclusivité dans la prise de décisions	18
Éthiopie – Une approche rationalisée pour des progrès plus rapides	19
Leçons sur la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes nationales	21
Une approche axée sur les PMA : transformer la finance climatique	22
Références	23

## LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Principes communs de LIFE-AR	5
Figure 2 - Plateforme de gouvernance mondiale LIFE-AR	6
Figure 3 - Flux de redevabilité LIFE-AR	7
Figure 4 – Les plateformes nationales LIFE-AR établissent des mécanismes de mise en œuvre et des structures institutionnelles qui visent à transformer la manière dont la finance climatique est mobilisée et distribuée	10
Figure 5 -Composition incluant l'ensemble de la société dans les comités stratégiques de LIFE-AR	12
Figure 6 -Plateforme nationale du Bhoutan	13
Figure 7 - Plateforme nationale du Malawi	14
Figure 8 - Plateforme nationale de l'Ouganda	15
Figure 9 - Plateforme nationale du Burkina Faso	17
Figure 10 - Plateforme nationale de la Gambie	18
Figure 11 - Plateforme nationale de l'Éthiopie	19

## LISTE DES TABLES

Tableau 1 – Caractéristiques des plateformes pays générales et des plateformes nationales LIFE-AR	9
Tableau 2 – Structure des plateformes nationales LIFE-AR : rôles et responsabilités	11

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'Initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) des Pays les moins avancés (PMA) a été lancée en 2018 afin de promouvoir un changement de paradigme dans la manière de prioriser, de financer, de coordonner et d'évaluer les réponses face au climat. Cette initiative, conçue et dirigée par les PMA, engage des moyens dans les institutions, les systèmes et les capacités des pays afin de permettre un accès à long terme au financement de l'action climatique pour une adaptation pilotée localement.

LIFE-AR a aidé les pays participants à concevoir des « plateformes nationales » pour canaliser le financement climatique jusqu'au niveau local. L'initiative offre donc de riches enseignements pour contribuer au débat mondial sur les « plateformes pays » – des initiatives multilatérales associant des prêts et des subventions des banques multilatérales de développement (BMD) et des partenaires de développement en faveur de priorités nationales et programmatiques – qui se sont imposées comme des vecteurs d'intensification de l'action climatique. Les plateformes nationales des PMA ont certains des mêmes objectifs que les plateformes pays, notamment la mobilisation du financement climatique en faveur d'objectifs programmatiques assumés au niveau des pays. Cependant, elles sont beaucoup plus ambitieuses et visent à transformer les institutions et la gouvernance de l'action climatique dans chaque pays et, plus largement, le financement climatique. Pour ce faire, elles adoptent une approche « innovante » (*business unusual*) conçue par les pays, fondée sur des principes et des partenariats, qui encourage les investissements et la planification à long terme, une gestion souple et adaptative, et l'intégration des parties prenantes issues de tous les pans de la société.

Au niveau mondial, les plateformes nationales LIFE-AR sont coordonnées par le conseil LIFE-AR et un secrétariat, hébergé par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED).

Au niveau des pays, les plateformes nationales LIFE-AR institutionnalisent les principes d'une adaptation pilotée localement grâce à des mécanismes de mise en œuvre conçus avec la contribution des autorités locales, des organisations de la société civile et du monde universitaire. Ces mécanismes de mise en œuvre, qui visent à canaliser 70 % des flux financiers vers l'échelon local, s'imposent en matière de coordination, de gouvernance et de financements. Ils jettent ainsi les bases de futures mobilisations de ressources. Un élément clé de cette démarche est l'accent mis sur l'égalité des genres et l'inclusion sociale, en assurant un suivi des progrès à chaque étape du parcours.

Les six « pays chefs de file », le Bhoutan, le Burkina Faso, l'Éthiopie, la Gambie, le Malawi et l'Ouganda, présentent diverses approches pour la mise en place d'une plateforme nationale. Certains ont intégré LIFE-AR directement dans leurs comités de coordination pour une plus grande efficacité. D'autres, où les institutions existantes n'ont pas été en mesure d'adopter une « approche innovante », ont créé de nouvelles structures pour prendre l'initiative et favoriser l'apprentissage. En ce qui concerne la gestion financière, certains pays travaillent directement avec des intermédiaires nationaux pour traiter les fonds, tandis que d'autres y accèdent par l'intermédiaire d'entités accréditées par le gouvernement. D'autres encore ont mis en place des unités spécialisées, chargées de développer les capacités du gouvernement afin de canaliser le financement de l'action climatique jusqu'au niveau local.

Que pouvons-nous déduire de cette expérience ?

1. Lorsque les pays prennent l'initiative, il n'existe pas d'approche unique.
2. La mise en place de plateformes dotées d'un programme transformationnel prend du temps : il faut convaincre les tiers de la valeur de l'approche, mener de larges consultations et faire preuve de souplesse pour changer de cap si les circonstances l'exigent.
3. Cette approche plus lente permet de développer des capacités qui répondront mieux aux besoins des plateformes à long terme. LIFE-AR a évité les consultants internationaux, privilégiant le personnel national et l'expérience locale afin de créer des plateformes plus robustes et plus durables, avec une plus grande appropriation et un engagement local. Cela portera ses fruits à mesure que l'apprentissage sera transféré à d'autres programmes lancés par les pouvoirs publics.

Il est encore trop tôt pour évaluer l'avenir des plateformes nationales des PMA, mais les enseignements tirés des pays chefs de file offrent des perspectives précieuses, notamment en ce qui concerne la conception des plateformes, leur composition et leur contextualisation dans le cadre d'une initiative plus large des PMA, et ils soulignent l'importance d'une gouvernance dirigée par les PMA en fonction du contexte national.

# À PROPOS DE LIFE-AR

L'Initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) des Pays les moins avancés (PMA) vise à accroître la résilience climatique par la promotion d'un changement de paradigme dans la manière de prioriser, de financer, de coordonner et d'évaluer les réponses face au climat. Lancée en 2018, conçue et dirigée par les PMA, l'initiative engage des moyens dans les institutions, les systèmes et les capacités des pays afin de permettre un accès à long terme au financement climatique pour une adaptation pilotée localement (APL). LIFE-AR entend aider les PMA à développer et à renforcer leur capacité institutionnelle à attirer, gérer et diriger des flux financiers climatiques mondiaux jusqu'au niveau local.

Le pacte de partenariat LIFE-AR, signé par 11 partenaires de développement et 10 pays du groupe des PMA (en mai 2025), invite la communauté internationale à collaborer avec les PMA dans le cadre d'une approche partenariale fondée sur des principes (LIFE-AR, 2023). Les pays et les partenaires s'engagent à respecter la **Vision des PMA pour 2050** qui tend vers un avenir résilient au changement climatique (LIFE-AR, 2019) et définit cinq « offres » des gouvernements des PMA, cinq « requêtes » de la communauté internationale et cinq « principes communs ».

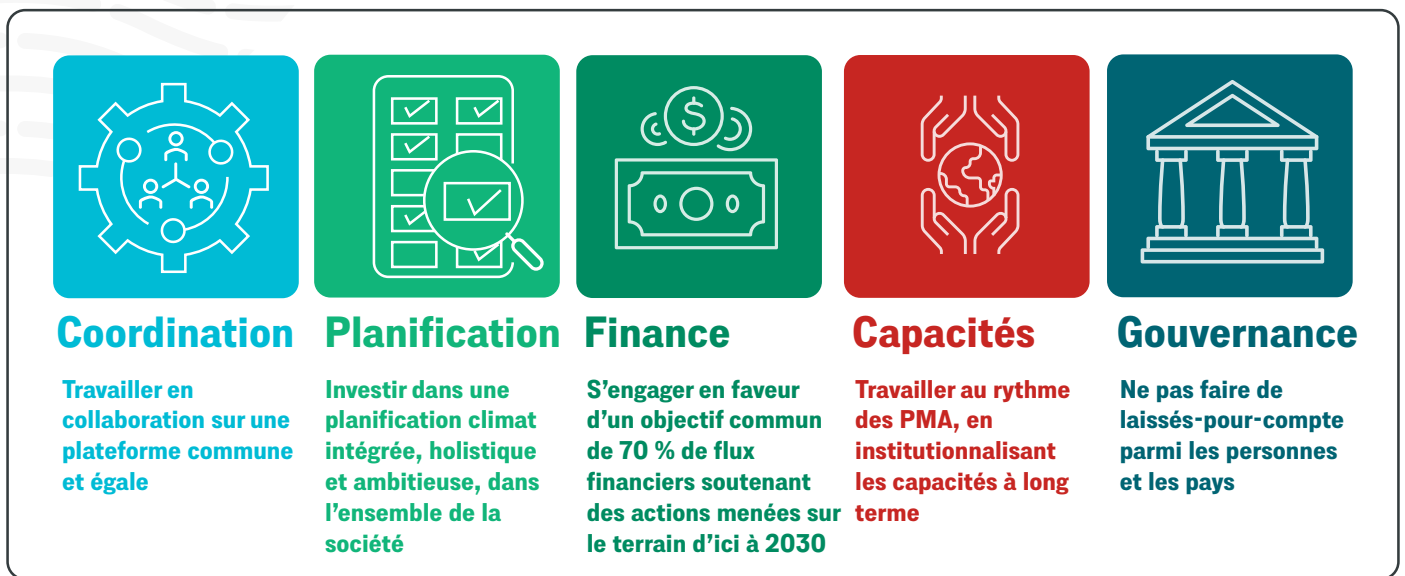


Figure 1 – Principes communs de LIFE-AR

LIFE-AR adopte une approche radicale innovante pour mobiliser des fonds en faveur de l'action climatique en déployant à grande échelle des principes d'adaptation pilotée localement (APL) (LIFE-AR, 2025a). Cette approche privilégie un financement flexible et à long terme, le développement des capacités nationales et le renforcement des institutions et des systèmes existants. L'initiative est inclusive et portée par les communautés ; elle adopte une

approche incluant l'ensemble de la société et des pouvoirs publics pour s'assurer que davantage de voix sont entendues et peuvent contribuer à la prise de décisions en matière de climat. Cela comprend notamment les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap ainsi que différents ministères et services gouvernementaux qui ne sont généralement pas amenés à interagir.

## LES STRUCTURES DE GOUVERNANCE DE LIFE-AR

LIFE-AR est l'un des principaux moyens de concrétiser la vision des PMA à l'horizon 2050 pour un avenir résilient face au changement climatique. Le Conseil LIFE-AR est composé des signataires du Pacte LIFE-AR, qui y participent tous sur un pied d'égalité – et non en tant que donateurs ou bénéficiaires – et il est présidé par le Président du groupe des PMA sur le changement climatique.

Le Conseil LIFE-AR est soutenu par un groupe de travail technique composé de représentants techniques des PMA et de représentants des partenaires de développement.

Le Conseil a également constitué des groupes de travail axés sur les questions de finance, d'audit et de risque pour assurer la qualité.

Le Secrétariat LIFE-AR apporte un soutien technique, stratégique et logistique à l'initiative, sous la direction du Conseil, du Président des PMA, du responsable technique des PMA et des conseillers stratégiques des PMA. L'équipe a œuvré avec les pays participants pour mettre en place des structures de gouvernance inclusives dans chacun d'eux.

Le Secrétariat LIFE-AR est temporairement hébergé par l'Institut international pour l'environnement et le développement, un organisme indépendant à but non lucratif de recherche et de plaidoyer basé au Royaume-Uni. Le Conseil LIFE-AR a approuvé la création d'une entité indépendante, dirigée par les PMA, afin de permettre au groupe des PMA d'exercer une plus grande influence sur les flux financiers climatiques et sur leur

gouvernance, du niveau international jusqu'au niveau local. Cette entité défendra les besoins des PMA au niveau local et mondial en s'appuyant sur les résultats de la mise en œuvre de l'initiative. Elle facilitera également la création d'une communauté de pratique florissante d'experts des PMA ayant une expérience concrète dans la création des conditions nécessaires à une adaptation inclusive et efficace.

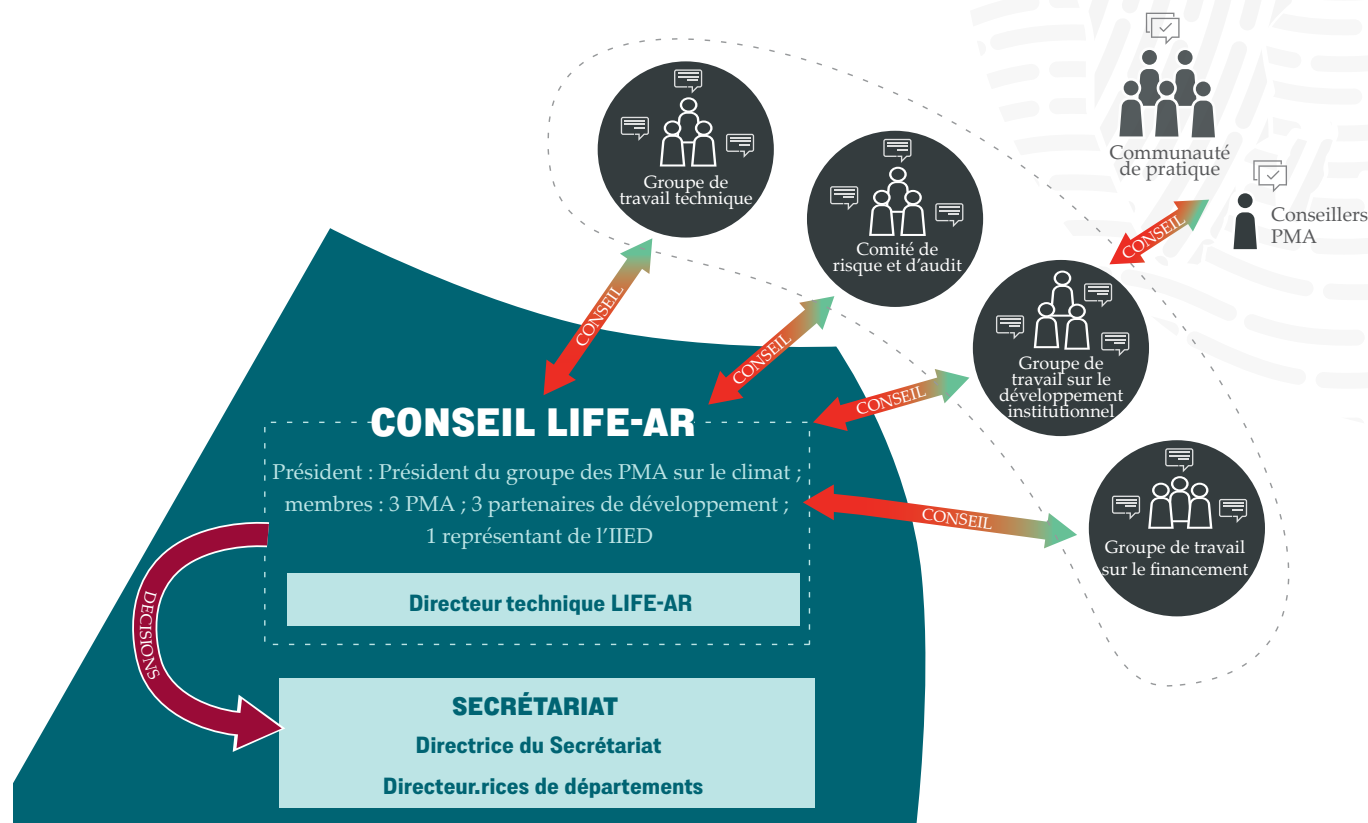


Figure 2 – Plateforme de gouvernance mondiale LIFE-AR

Dans les pays, les structures de gouvernance – appelées plateformes nationales LIFE-AR – ont permis l'inclusion de groupes généralement sous-représentés dans les espaces de prise de décisions, ont établi des structures et des forums de discussion multipartites, et ont fourni un soutien consultatif technique à la demande afin d'élaborer des « mécanismes de mise en œuvre », des cadres de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA), des stratégies et des recherches. Les mécanismes de mise en œuvre sont les canaux et systèmes de gouvernance, de planification et de financement qui permettent à 70 % des fonds LIFE-AR d'être acheminés jusqu'au niveau local pour des actions climatiques prioritaires aux yeux de la communauté.

La gouvernance de LIFE-AR comporte trois volets, axés sur une relation tripartite entre les communautés cibles, les plateformes nationales et le Conseil LIFE-AR.

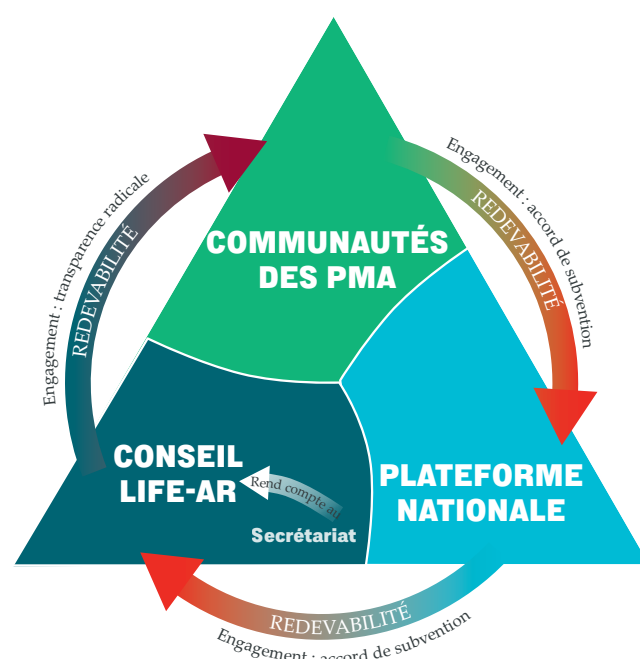


Figure 3 – Flux de redevabilité LIFE-AR

LIFE-AR s'engage en faveur d'une transparence « radicale », en partageant des informations avec des communautés dans des formats accessibles et digests, optimisés dans la mesure du possible par la technologie. Les communautés sont à leur tour mieux à même de demander à leurs gouvernements nationaux de rendre compte de leurs actions, en participant à des dialogues avec les membres des plateformes nationales. Les processus de redevabilité ascendante, comme les audits sociaux et les rapports aux groupes communautaires – tels qu'ils sont prévus par des pays comme l'Ouganda – peuvent aussi encourager le partage d'informations et une plus grande influence des communautés sur les processus se déroulant dans le cadre de LIFE-AR.

L'initiative tout entière vise à mettre en place des systèmes permettant de s'assurer que les PMA sont véritablement à la tête de ces processus. Une approche évolutive a été adoptée, selon laquelle les pays participants passent par trois phases.

1. La phase de mise en place et de lancement conçoit le mécanisme de mise en œuvre et met en place la plateforme nationale LIFE-AR, en créant des coalitions de soutien qui s'approprient une approche repensée du financement de l'adaptation.
2. La phase de test et d'évolution vise à valider le concept des mécanismes de mise en œuvre et à dresser un bilan de la gestion et du déploiement des fonds. Elle procède à des ajustements et à des adaptations sur la base de systèmes SEA actifs, en mettant l'accent sur l'apprentissage par l'expérience et sur une amélioration au fil des ans. Les communautés de pratique veillent à ce que l'apprentissage soit plus largement partagé au sein des PMA et entre eux, ainsi qu'au niveau international.
3. La phase de mise à l'échelle permettra d'étendre le mécanisme de mise en œuvre perfectionné à de nouveaux lieux, en explorant les innovations nécessaires dans des contextes spécifiques.



*Des femmes vendent des légumes et des pommes de terre, Liwonde, Malawi. Photo : Mick Harper*

## ENCADRÉ 1 : EXEMPLES DE PLATEFORMES PAYS

Partenariats pour une transition énergétique juste (JETP) : Initiative multilatérale de financement de l'action climatique visant à accélérer l'élimination progressive du charbon, promouvoir les énergies renouvelables et encourager une transition juste. Quatre pays ont mis en place un JETP. Le premier a été établi entre le Groupe des partenaires internationaux et l'Afrique du Sud lors de la COP26 à Glasgow en 2021, et d'autres ont vu le jour plus récemment au Viêt Nam, en Indonésie et au Sénégal. Des études montrent que dans ces types de partenariat, les flux financiers climatiques vont avant tout aux projets les plus bancables, les moins risqués, les plus rentables et souvent les plus vastes, ce qui creuse les inégalités sociales, économiques et territoriales (Kramer, 2022 ; Karg et al., 2025)

**Le partenariat pour le climat et le développement du Bangladesh :**

Né d'une combinaison de prêts des BMD et de subventions des partenaires de développement, ce partenariat est acclamé comme un exemple de plateforme climatique dirigée par un pays et mise en place pour intensifier la mise en œuvre d'actions climatiques. Il est reconnu internationalement comme un dispositif important permettant à la communauté mondiale de déployer des actions climatiques à grande échelle (Banque asiatique de développement, 2024).

**Plateformes pays sur le climat et le développement :**

Soutenues par diverses initiatives internationales en cours, elles s'appuient sur les efforts antérieurs pour coordonner plus efficacement les donateurs dans le cadre d'approches programmatiques. Dans le passé, ces efforts ont été appelés « stratégies de réduction de la pauvreté » ou « approches sectorielles » et guidés par des accords tels que la Déclaration de Paris de 2005 sur l'efficacité de l'aide et le Programme d'action d'Accra visant à les mettre en pratique (Robinson & Olver, 2025).

# LA PERTINENCE DES PLATEFORMES PAYS POUR LES PLATEFORMES NATIONALES LIFE-AR

Le manque de flux financiers en faveur du climat et du développement là où le besoin est le plus impérieux constitue un défi permanent pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Si l'incapacité des pays développés à mettre des fonds à disposition est un facteur clé, ce manque s'explique aussi par l'absence d'approches établies pour mobiliser des sources de financement en faveur de priorités politiques, telles que les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les plans nationaux d'adaptation (PNA) (Fonds vert pour le climat, 2025). Une coordination du soutien technique et financier entre les donateurs et les homologues nationaux s'avère également nécessaire (Sabogal Reyes & Ahlgren, 2024).

Des initiatives récentes témoignent d'une évolution vers des approches plus coordonnées et dirigées par les pays en matière de déploiement du financement climatique. Les « plateformes pays » gagnent en importance auprès des partenaires internationaux de développement, des institutions multilatérales de développement et des gouvernements nationaux, comme approche de coordination renforcée. Les discussions actuelles sur ces plateformes s'appuient sur l'ordre du jour de la présidence brésilienne pour le G20 et la COP30, axé sur l'amélioration de la mise en œuvre du financement international de l'action climatique. Les plateformes pays font également partie du débat sur les réformes des BMD visant à mettre en place un système de financement plus équitable qui fonctionne grâce à la collaboration pour atteindre plus d'efficacité et d'impact (E3G, 2024 ; Institute for Global Environmental Strategies, 2024 ; BMD, 2024 ; Sabogal Reyes & Ahlgren, 2024 ; Gilmour et al., 2024).

Si la dynamique des plateformes pays s'intensifie, des défis persistent et doivent être relevés (OCDE, 2024). Premièrement, il n'existe pas de définition communément admise des plateformes pays, ce qui peut entraîner des incohérences dans la mise en œuvre et des difficultés dans l'évaluation de leur succès (Gul et al., 2025 ; Gilmour et al., 2024). Deuxièmement, souvent, les pays disposent déjà de mécanismes de coordination dotés des capacités et des moyens financiers nécessaires pour garantir leur efficacité, ce qui laisse présager des doublons et le risque de rendre les institutions existantes obsolètes (Iyer et al., 2017 ; Fonds vert pour le climat, 2025). En outre, l'alignement des structures de gouvernance de nombreux donateurs est un défi bureaucratique qui peut entraver le succès des plateformes pays (Abesha, 2024 ; Disch, 2000). Enfin, des changements dans la direction des gouvernements donateurs ou bénéficiaires peuvent précipiter une rétrogradation de certains secteurs dans l'ordre des priorités, alors qu'ils étaient auparavant au cœur de l'objectif d'une plateforme pays, la rendant ainsi moins efficace (Shinkle et al., 2021).

Les principes, les Requêtes et les Offres de LIFE-AR abordent ces questions en appelant les donateurs à collaborer avec les PMA pour réduire les coûts de transaction et garantir une redevabilité mutuelle. LIFE-AR est conçue pour mettre en place des systèmes nationaux qui permettront aux PMA de renforcer et de démontrer leurs capacités institutionnelles, afin de mieux s'informer sur les flux financiers mondiaux en matière de climat, de les influencer et d'y accéder. L'initiative met l'accent sur la mise en place de plateformes nationales s'appuyant sur des structures qui existent déjà plutôt que d'en ajouter de nouvelles. Par conséquent, les plateformes nationales ont une structure différente dans chaque pays participant à LIFE-AR.

CARACTÉRISTIQUE	PLATEFORMES PAYS	PLATEFORMES NATIONALES LIFE-AR	DESCRIPTION
Gouvernance et appropriation pilotées par les pays		☒	Les plateformes nationales LIFE-AR sont conçues par les pays eux-mêmes, en utilisant des dispositifs institutionnels sur mesure, adaptés au contexte national et alignés sur les principes de LIFE-AR
Coordination de multiples mécanismes et sources de financement	☒	☒	Les plateformes cherchent à coordonner les mécanismes de mise en œuvre et sont ouvertes à différents types de capitaux, en les mixant ou en les mobilisant par effet de levier, selon le cas
Alignement sur les priorités nationales en matière de climat, en adoptant une approche programmatique	☒	☒	L'analyse de la situation cartographie l'alignement sur les priorités nationales définies dans les PNA, les CDN, les ODD, les plans nationaux de développement et les stratégies climatiques. Les investissements sont réalisés dans l'ensemble des secteurs gouvernementaux sur la base d'une évaluation des risques climatiques, plutôt que selon une approche prescriptive
Participation multipartite/ Approche incluant l'ensemble de la société	☒	☒	Inclusion des parties prenantes des secteurs public, privé, de la société civile et du monde universitaire dans l'élaboration de l'approche de mise à disposition des financements
Transformation de la gouvernance, des systèmes et des institutions		☒	LIFE-AR renforce les institutions, les systèmes et les mécanismes de coordination des PMA sur le long terme, afin de constituer un historique permettant d'accéder au financement climatique provenant de sources diverses
Objectifs de financement clairement définis		☒	Les plateformes nationales LIFE-AR visent à réaliser au moins 70 % des investissements prioritaires aux yeux de la communauté
Intégration des principes d'adaptation pilotée localement		☒	Les principes d'une adaptation pilotée localement sont intégrés dans les principes de base de l'initiative LIFE-AR et les pays conçoivent leurs propres mécanismes de mise en œuvre
Plaidoyer au niveau mondial pour un système amélioré de financement du climat qui s'appuie sur l'expérience avec les plateformes		☒	Les plateformes nationales LIFE-AR sont ancrées dans le groupe des PMA comme faisant partie du bloc de la CCNUCC et elles ont une voix collective pour relever les défis du changement climatique pour les PMA
Le SEA est un élément clé des activités des plateformes		☒	Les plateformes nationales LIFE-AR établissent des cadres de SEA pour suivre les progrès, tout en s'intégrant dans les cadres existants afin de réduire la charge liée à l'établissement de rapports
Les considérations en matière de genre et d'inclusion sociale sont fondamentales pour les institutions de la plateforme		☒	Les plateformes nationales LIFE-AR accordent une attention particulière à l'égalité des genres et à l'inclusion sociale, en désignant des points focaux et des champions pour veiller à ce que l'EGIS soit prioritaire, en s'attaquant à la captation des élites et en veillant à ce que les personnes susceptibles d'être laissées pour compte soient incluses dans la prise de décisions en matière de climat

Tableau 1 – Caractéristiques des plateformes pays générales et des plateformes nationales LIFE-AR

# LES PLATEFORMES NATIONALES LIFE-AR

## ENCADRÉ 2 : QUE SONT LES PLATEFORMES NATIONALES LIFE-AR ?

Les plateformes nationales assurent un leadership stratégique et une approche coordonnée et pilotée par les pays pour la mise en œuvre de LIFE-AR et des Offres des PMA. Les plateformes nationales servent à faciliter une approche coordonnée, pilotée par les pays et incluant l'ensemble de la société et du gouvernement dans la prise de décisions en matière de climat.

LIFE-AR entend établir un historique démontrant la capacité des PMA à accéder au financement climatique et à le déployer au niveau local en développant des mécanismes de mise en œuvre qui peuvent acheminer 70 % des fonds climat jusqu'au niveau local pour des investissements dans l'adaptation pilotée localement. Les mécanismes de mise en œuvre peuvent utiliser des canaux d'acheminement publics ou privés, chaque pays étant libre de les concevoir en fonction de la législation, de la réglementation et des réalités politiques en vigueur. Les plateformes nationales LIFE-AR œuvrent pour soutenir la conception et l'institutionnalisation de systèmes qui renforcent la résilience des populations, des économies et des écosystèmes. Ces systèmes engendrent des interventions intégrées et multisectorielles qui permettent

de financer et d'intégrer à grande échelle les priorités locales en matière d'adaptation.

Toutes les plateformes comprennent des représentants des autorités locales et d'autres institutions locales pertinentes, ce qui garantit l'intégration des contextes locaux dans l'approche incluant l'ensemble de la société. La mise à disposition de fonds pour l'adaptation au niveau local génère un apprentissage et une expérience qui informent directement les décisions stratégiques prises par les plateformes nationales. Le calendrier à long terme de LIFE-AR facilite une approche de « l'apprentissage par l'action » pilotée par les pays. La mise en place de « communautés de pratique » permet de consolider et de partager l'apprentissage, avec l'acquisition d'un savoir-faire et d'une expérience au cours du processus.

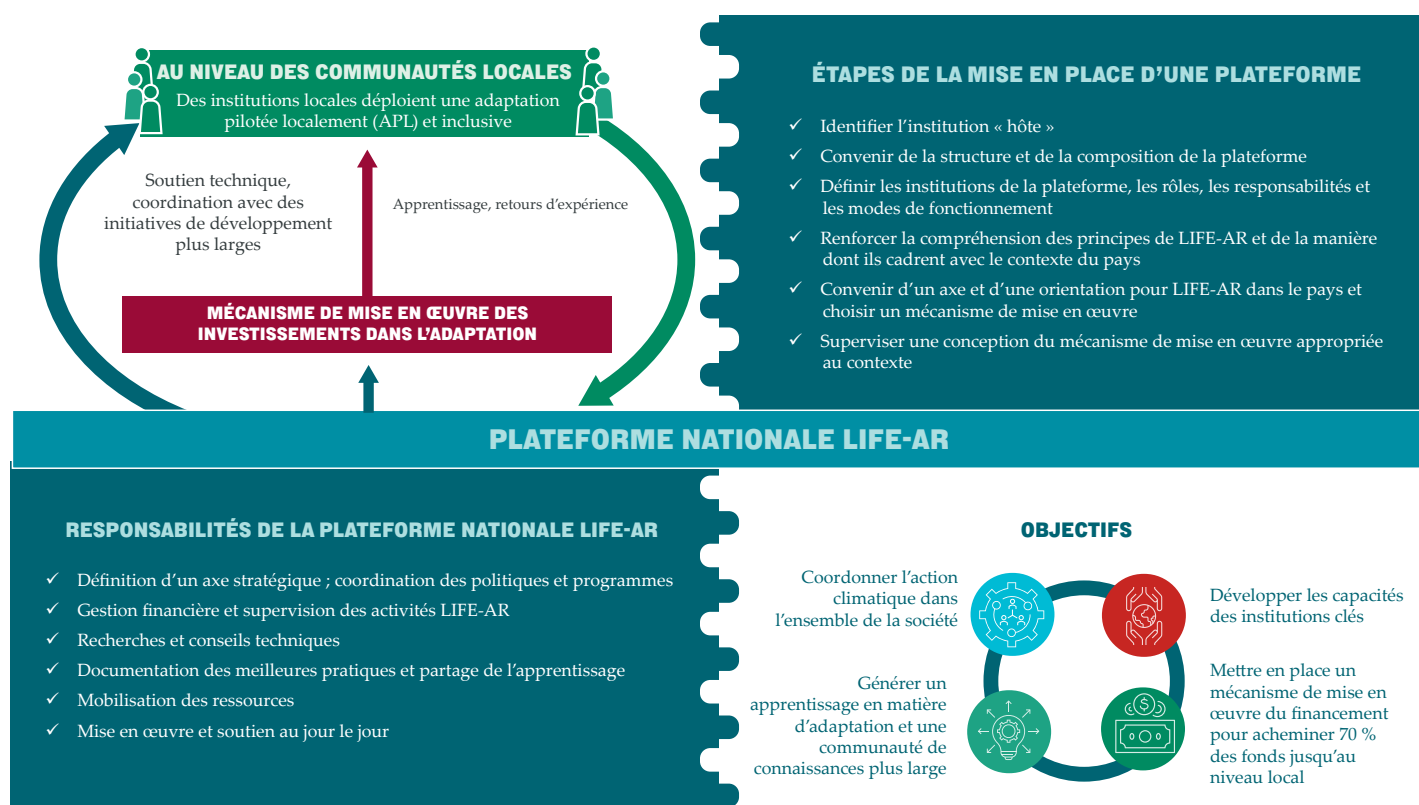


Figure 4 – Les plateformes nationales LIFE-AR établissent des mécanismes de mise en œuvre et des structures institutionnelles qui visent à transformer la manière dont la finance climatique est mobilisée et déployée

Depuis leur adhésion à LIFE-AR, les pays chefs de file (Bhoutan, Burkina Faso, Éthiopie, Malawi, Gambie et Ouganda) ont mis en place des plateformes nationales adaptées à leurs besoins spécifiques, à leurs priorités institutionnelles, à leurs réglementations et à leurs politiques.

Dans certains cas, les pays se réfèrent à un comité spécifique comme étant leur plateforme nationale LIFE-AR. D'autres considèrent la plateforme comme une série d'institutions et de groupes de travail interconnectés qui appuie la mise en œuvre de LIFE-AR. Certains l'ont intégrée aux comités et processus de coordination existants, tandis que d'autres ont créé des comités spécifiques pour LIFE-AR qui continuent d'évoluer.

RÔLE	STRUCTURES EN PLACE POUR ASSURER CHAQUE RÔLE	RESPONSABILITÉS
Leadership stratégique, coordination	Rôles de LIFE-AR assumés par les plateformes nationales	Définit l'orientation stratégique de l'approche LIFE-AR ; assure la coordination avec les comités et les institutions statutaires déjà en place
	Organisme national statuaire de coordination de la réponse climatique	Intègre LIFE-AR dans les mandats de coordination existants ; assure la coordination avec les initiatives en cours ; fournit une supervision stratégique et politique
Leadership technique	Groupe d'intervention ou équipe de travail	<p>Défend l'approche transsectorielle ; coordonne les contributions techniques des acteurs de l'ensemble de la société et du gouvernement ; se charge de l'assurance qualité de tous les aspects de la mise en œuvre au niveau national et local ; rend compte à la structure de direction stratégique.</p> <p>Assume la responsabilité de l'exécution et de la mise en œuvre des principales activités, de la réalisation des recherches ou de la prestation de services</p>
Conception du mécanisme de mise en œuvre	Groupe d'intervention ou équipe de travail et Groupe de travail	<p>Examine les options en matière de mécanismes de mise en œuvre, en s'appuyant sur les efforts précédents et en tirant des enseignements de contextes semblables</p> <p>Équipe désignée chargée de la recherche, du développement et de la conception du mécanisme de mise en œuvre</p>
Coordination, planification et établissement de rapports	Secrétariat	Travaille selon les instructions d'une équipe de travail ou d'un groupe d'intervention pour mener à bien des activités
Mobilisation des ressources	Groupe d'intervention ou équipe de travail	Assure la coordination avec les autorités nationales désignées du pays pour identifier les ressources financières et y accéder
Égalité des genres et inclusion sociale	Groupe de travail	Groupe désigné comprenant les pouvoirs publics, la société civile et le monde universitaire, chargé d'explorer comment les considérations en matière d'EGIS sont intégrées dans tous les aspects des plateformes et dans la mise en œuvre de l'initiative
		<p>ONG spécialisées incluses au sein du groupe de travail pour apporter leur expertise et leurs réseaux</p> <p>Des points focaux individuels sont désignés comme champions en matière d'EGIS dans chaque pays pour former le groupe de travail</p>
Suivi, évaluation et apprentissage	Groupe de travail	<p>Groupe désigné chargé d'explorer comment les considérations en matière de SEA sont intégrées dans tous les aspects des plateformes</p> <p>Des points focaux individuels sont désignés dans chaque pays en tant que champions en matière de SEA</p>
Renforcement des capacités :	Universités/ organismes de formation	Inclus dans la plateforme pour apprendre les approches et renforcer les capacités des autres parties prenantes
Gestion financière	Agent de gestion financière	Organisation recrutée en externe pour gérer les fonds sur instruction de la direction technique
	Unité de mise en œuvre du projet	Unité spéciale créée pour mettre en place la gestion financière au sein du ministère tout en faisant appel à du personnel externe

Table 2 - The structure of LIFE-AR's national platforms: roles, and responsibilities

Les participants à la plateforme reflètent et opérationnalisent l’approche incluant l’ensemble de la société et du gouvernement. Ces approches varient en fonction des pays et peuvent faire appel à des représentants :

- des ministères gouvernementaux, tels que les ministères de l’Environnement et du Changement climatique, de la Parité, des Finances et de la Planification ;
- des agences et services gouvernementaux, tels que les agences météorologiques ;
- des autorités infranationales ;

- des partenaires du développement ;
- des milieux universitaires ;
- de la société civile ; et
- du secteur privé.

Cela permet de conjuguer l’expérience locale et nationale avec un large éventail de savoir-faire technique pour résoudre des problèmes spécifiques, tels que la conception du mécanisme de mise en œuvre, la coordination du SEA ou l’intégration de l’EGIS (LIFE-AR, 2025 ).

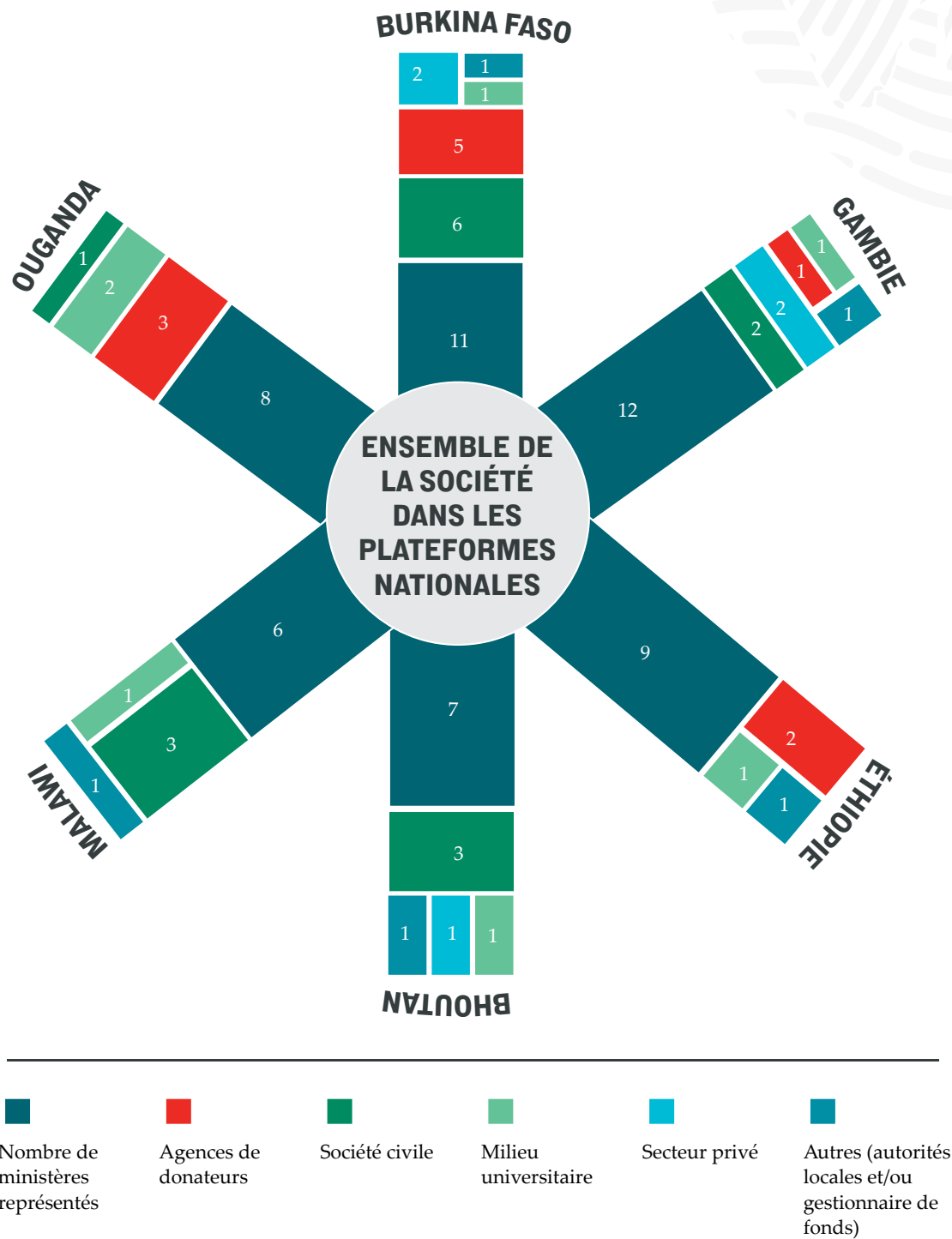


Figure 5 – Composition incluant l’ensemble de la société dans les comités stratégiques de LIFE-AR



Réunion du groupe d'intervention LIFE-AR et du secrétariat, juillet 2025

## BHOUTAN - TRAVAILLER EN S'APPUYANT SUR LES INSTITUTIONS EXISTANTES

La plateforme du Bhoutan utilise les institutions établies par la législation sur le changement climatique pour coordonner les Offres et les Principes de LIFE-AR avec les initiatives existantes. Le Comité national sur le changement climatique (CNCC) est un organe politique et réglementaire qui coordonne les décisions relatives au changement climatique. Présidé par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, il comprend des représentants d'autres ministères clés, notamment les ministères des Finances, de la Santé, de l'Industrie, des Affaires intérieures, des Infrastructures et des Transports, du Commerce et de l'Emploi, ainsi que de l'Éducation, des Compétences et du Développement.

Par ailleurs, le Comité de coordination sur le changement climatique (C4) est un organe technique qui fait office de forum de discussion sur le changement climatique et formule des recommandations à l'intention du CNCC. Le C4 comprend une représentation exécutive de haut niveau, y compris des homologues, tels que le ministère des Finances et la Commission nationale pour les femmes

et les enfants, ainsi que des représentants des secteurs des infrastructures, de l'agriculture et de l'élevage. Le C4 est présidé par le chef du Département de l'Environnement et du Changement climatique (DECC). Une ONG dotée d'une expertise en matière de genre, Renew, prodigue des conseils techniques ciblés qui aident à garantir l'intégration des considérations de genre dans toutes les décisions. La Division du changement climatique du DECC soutient les activités du C4. Ces organismes étaient déjà en place avant que le Bhoutan ne rejoigne LIFE-AR et ils ont intégré la gouvernance de l'initiative dans leurs activités.

Le Bhoutan a mis en place un groupe d'intervention LIFE-AR pour soutenir la mise en œuvre, composé d'agences gouvernementales et d'organisations de la société civile (OSC). Le Bhoutan est l'un des rares pays à intégrer le financement LIFE-AR directement dans les systèmes nationaux de gestion financière, en faisant appel à la Banque centrale du Bhoutan.

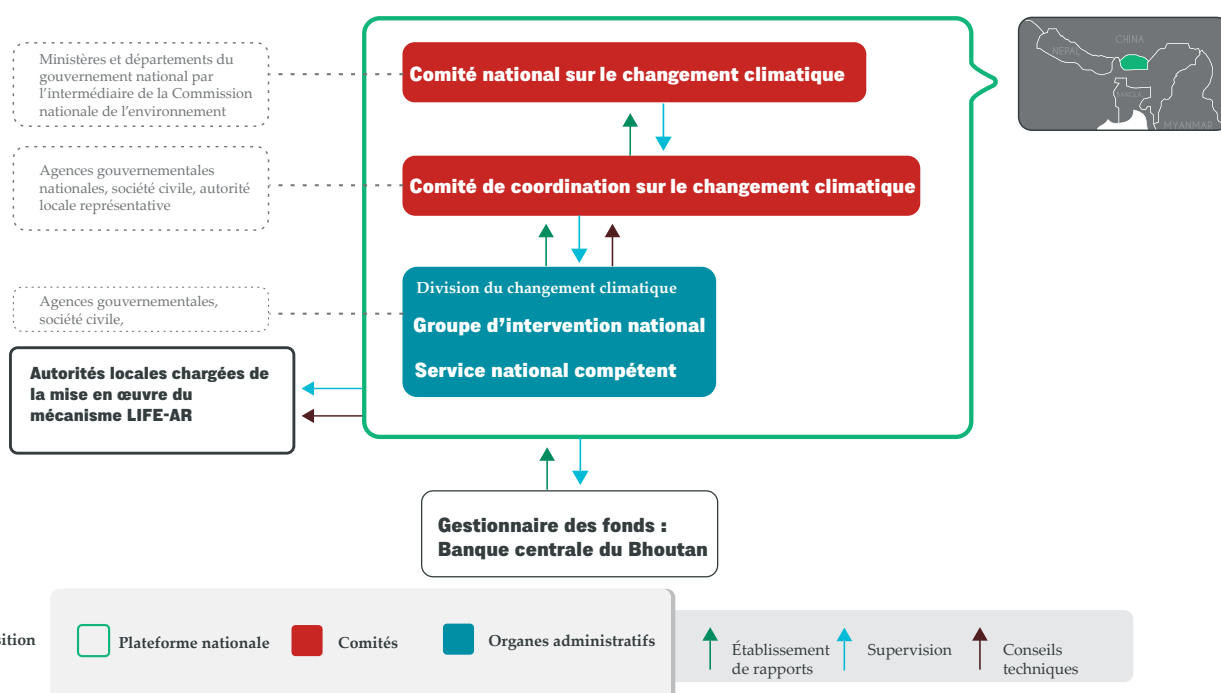


Figure 6 – Plateforme nationale du Bhoutan

# MALAWI – RENFORCER LA GESTION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT

Les comités consultatifs politiques et techniques du Malawi, le Comité directeur national de lutte contre le changement climatique et le Comité technique mixte sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe, avaient déjà été créés dans le cadre de la politique nationale sur le changement climatique de 2016. Ces comités assurent une orientation stratégique et politique, facilitant la coordination de l'initiative LIFE-AR avec d'autres initiatives en cours. Ils prodiguent également des avis techniques s'appuyant sur un large éventail de compétences et d'expériences.

Le Comité directeur national comprend des représentants de plusieurs ministères, de la société civile, du milieu universitaire, des partenaires de développement, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et les BMD ainsi que les médias. Le Comité technique mixte, plus étendu, comprend les mêmes secteurs, ainsi que des organisations travaillant avec des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes jusqu'alors sous-représentés dans les espaces de prise de décisions.

L'équipe de travail est présidée par une ONG – Leadership for Environment and Development, Afrique australe et orientale – et a été créée pour guider les activités de LIFE-AR et pour coordonner et défendre ses principes. L'équipe de travail comprend des agences gouvernementales chargées de la planification et du développement économique, de la gestion des ressources en eau, de la sylviculture, de l'énergie et des affaires environnementales, des donateurs et des représentants du milieu universitaire. Deux groupes rendent compte à l'équipe de travail, l'un chargé de concevoir le mécanisme de mise en œuvre et l'autre d'élaborer et de superviser un cadre de SEA.

Le point focal, le Secrétariat et l'Unité de mise en œuvre (UI) LIFE-AR pour le Malawi sont hébergés par le Département des affaires environnementales du ministère des Ressources naturelles et du Changement climatique – qui est le service national compétent auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

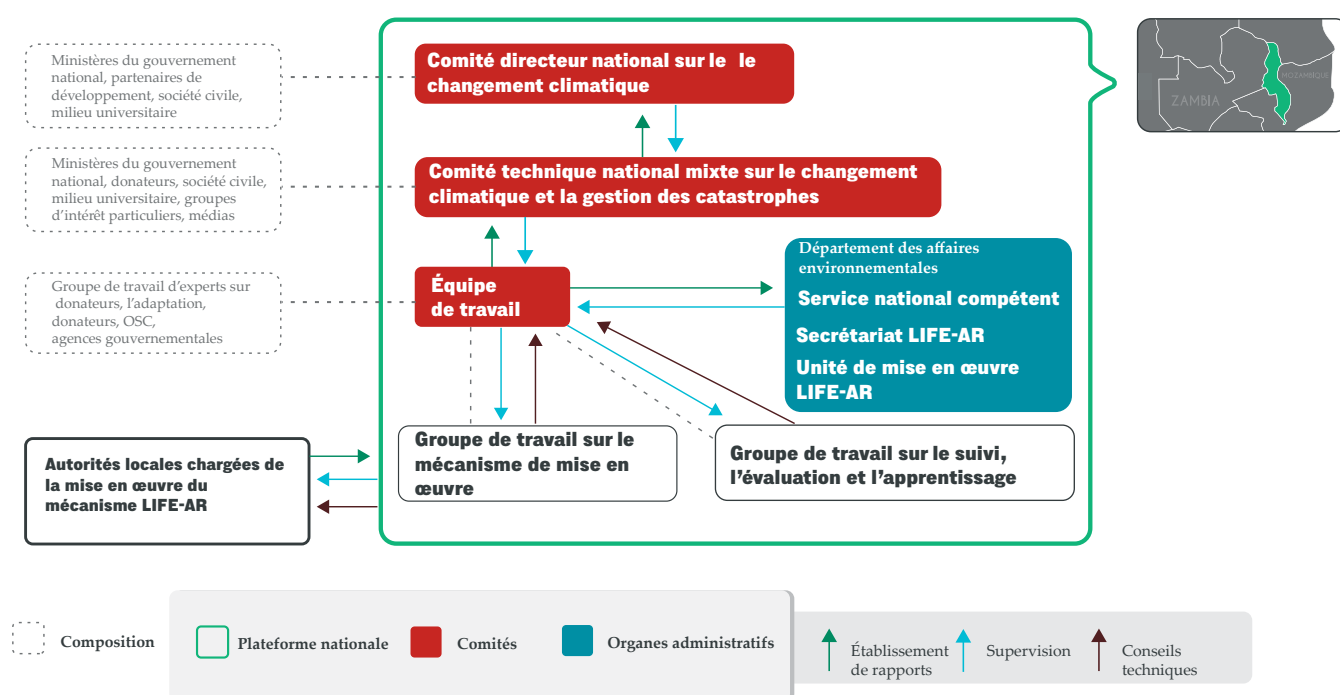


Figure 7 – Plateforme nationale du Malawi

## ENCADRÉ 3 : L'UNITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET AU MALAWI

Le Malawi a créé une entité ad hoc, appelée unité de mise en œuvre, destinée à être un mécanisme à long terme qui renforce les capacités du gouvernement (transparence et redevabilité). L'UI est intégrée dans les cadres et systèmes nationaux et supervise la mise en œuvre de LIFE-AR, y compris la gestion programmatique et financière, en s'appuyant sur le savoir-faire technique en matière de climat de l'équipe de travail. L'UI n'est pas une unité gouvernementale, mais elle est soumise à la supervision du gouvernement et des donateurs. L'UI joue le rôle d'agent de gestion financière (AGF), hébergé au sein du ministère afin de s'aligner sur les systèmes et processus du gouvernement et de l'AGF. À terme, l'unité devrait développer et superviser d'autres programmes, puis gérer des fonds en tant qu'entité gouvernementale.

# UGANDA - INNOVER POUR RÉFORMER LES PRATIQUES COURANTES

Reconnaissant que son infrastructure de coordination existante n'était pas conçue pour adopter une approche de « réforme des pratiques courantes », l'Ouganda a mis en place trois institutions dédiées à LIFE-AR, hébergées par le ministère de l'Eau et de l'Environnement :

- Un comité directeur LIFE-AR, composé de représentants ministériels de haut niveau et de partenaires de développement, pour assurer la supervision stratégique. Le comité directeur peut agir en lien et en coordination avec des institutions plus récentes telles que le Comité consultatif national sur le changement climatique. Parmi les ministères participants figurent ceux des Finances, de la Planification et du Développement économique, de l'Administration locale, de la Parité, du Foncier et du Développement social, ainsi que deux partenaires de développement et une ONG, Environment Alert.
- Une équipe de travail composée de représentants de la société civile, du milieu universitaire et des ministères assure la supervision technique, y compris des représentants des autorités locales capables d'exprimer des points de vue critiques sur les réalités difficiles auxquelles sont confrontées la gouvernance et la mise en œuvre à l'échelon local. Comme le Malawi, l'Ouganda a créé deux groupes de travail chargés de concevoir le mécanisme de mise en œuvre et d'assurer l'intégration du SEA et de l'EGIS. Un secrétariat apporte un soutien quotidien à la mise en œuvre et assure la liaison entre les comités.

*LIFE-AR ne s'arrête pas avec nous. À terme, nous verrons de nombreux programmes adopter la même méthodologie.*

**Scovia Akot**, Département du changement climatique, ministère de l'Eau et de l'Environnement, Uganda Focal

- Un agent de gestion financière par intérim, l'UICN, a été désigné à la fois pour gérer les fonds provenant de donateurs afin de soutenir la mise en œuvre et l'établissement du mécanisme mais également pour renforcer les capacités des institutions gouvernementales à assumer ce rôle à l'avenir, en soutenant la mobilisation des ressources.



Inspection d'un site de forage à Kaabong, Ouganda

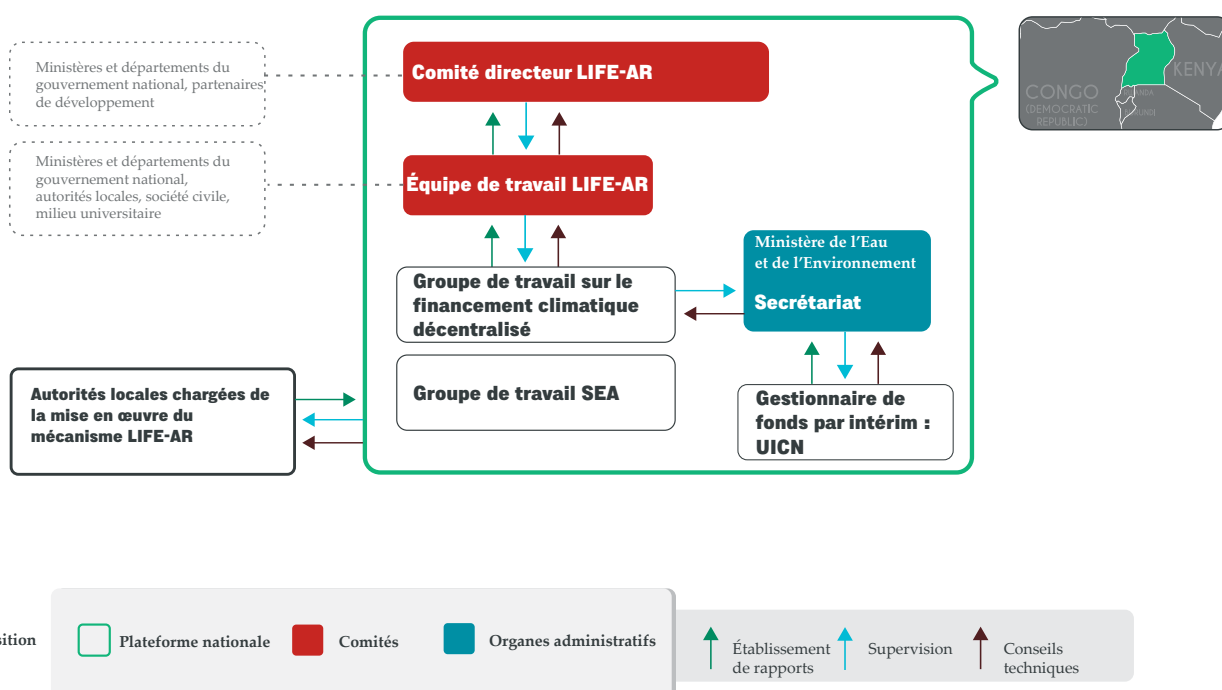


Figure 8 – Plateforme nationale de l'Ouganda



L'équipe technique du Burkina Faso pour l'atelier de lancement LIFE-AR en 2022

## BURKINA FASO – DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE AUX INSTITUTIONS EXISTANTES

Le Burkina Faso a utilisé LIFE-AR pour revitaliser et renforcer les capacités des institutions existantes, en particulier le Comité national de lutte contre le changement climatique (CNACC), chargé du respect des engagements pris dans le cadre de la CCNUCC. Le Comité avait été créé il y a plusieurs années et la mise en œuvre de LIFE-AR avait donné lieu à un décret officiel visant à le formaliser et à le rendre opérationnel. Le CNACC est au cœur de la plateforme nationale du Burkina, fournissant un cadre de consultation entre les parties prenantes de LIFE-AR qui permet d'échanger des idées et de formuler des recommandations pour une meilleure mise en œuvre de l'initiative. Le comité inclut désormais LIFE-AR à son ordre du jour, parallèlement à d'autres initiatives nationales pertinentes en rapport avec l'action climatique.

Cette approche vise à étoffer des infrastructures existantes et à les soutenir, afin de permettre une approche par réforme des pratiques courantes.

Un comité directeur axé sur LIFE-AR assure la supervision et le contrôle de la stratégie de mise en œuvre, en veillant à ce qu'elle s'aligne sur les autres cadres nationaux et en mettant particulièrement l'accent sur le dialogue entre les parties prenantes. Se réunissant deux fois par an, il compte plus d'une centaine de membres, notamment des organisations faîtières d'OSC représentant des groupes qui ont généralement moins accès aux espaces de prise de décisions, ainsi que des fonctionnaires des ministères clés et des représentants du secteur privé. Pour intégrer davantage de savoir-faire des autorités locales dans le processus, des agences gouvernementales chargées des

politiques régionales et des organisations de tutelle des municipalités ont été invitées à participer.

Pour relever des défis spécifiques, un groupe de travail technique effectue des recherches et élabore des documents essentiels, tels que la conception du mécanisme de mise en œuvre ou l'approche en matière de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. Le groupe de travail peut solliciter d'autres structures LIFE-AR pour obtenir des informations plus détaillées. La mise en œuvre est supervisée par un secrétariat technique, qui facilite la mise

en place du mécanisme et la coordination des structures LIFE-AR.

Au cours de l'élaboration de LIFE-AR, la plateforme a évolué pour refléter une appréciation plus fine des exigences de coordination des efforts d'adaptation menés au niveau local. Conformément à une approche de réforme des pratiques courantes, les fonctionnaires ont piloté ce travail sans faire appel à des services extérieurs, en développant leurs capacités et leurs propres expériences.

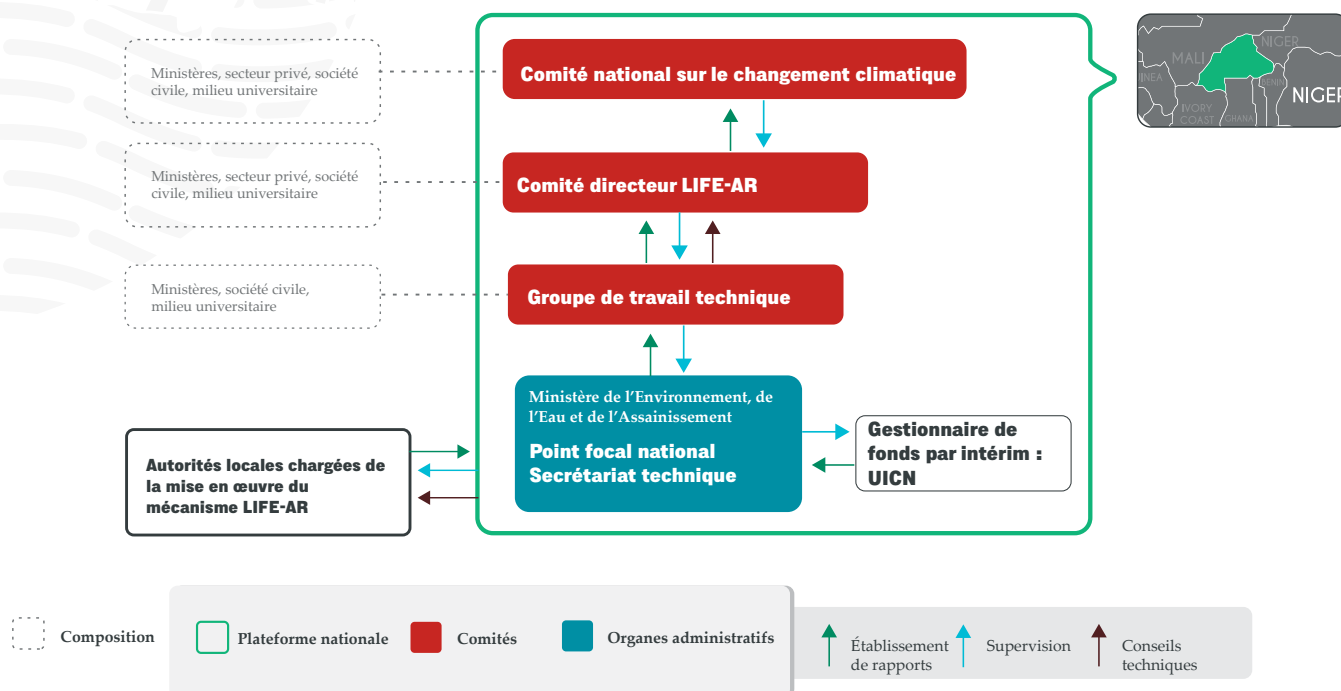


Figure 9 – Plateforme nationale du Burkina Faso

« Ce qui se passe habituellement [au Burkina Faso], c'est que la plupart des travaux de ce type sont réalisés en lançant des appels d'offres et en engageant des consultants... mais nous nous sommes rendu compte que les consultants ne traduisaient pas la réalité de ce que disaient les parties prenantes... En créant [le groupe de travail technique], nous avons fait tout le travail, ce qui a entraîné une réduction significative des dépenses. Tous les membres ont participé du début à la fin, ce qui a conduit à un réel renforcement des capacités des acteurs nationaux à diriger le processus. »

**Didier Bako**, point focal suppléant LIFE-AR Burkina Faso



Équipe technique rendant visite aux investissements LIFE-AR réalisés à Galvare, au Burkina Faso

# GAMBIE - RENFORCER L'INCLUSIVITÉ DANS LA PRISE DE DÉCISIONS

Comme l'Ouganda, la Gambie a mis en place des comités sur mesure dédiés à LIFE-AR, reconnaissant qu'ils seraient plus efficaces pour adopter une approche de réforme des pratiques courantes. Dans le même temps, elle s'est également appuyée sur l'expérience du pays en matière de mécanismes de financement qui canalisent les fonds vers les autorités locales en vue d'investissements dans l'adaptation au climat, par l'intermédiaire de son Département pour le développement communautaire.

Le comité directeur de LIFE-AR est l'organe décisionnel le plus haut placé. Il fournit des orientations stratégiques, supervise les ressources et assure la qualité de la mise en œuvre. Il comprend des représentants de haut niveau et des chefs de service de plusieurs ministères, ainsi que des OSC et des représentants du monde universitaire.

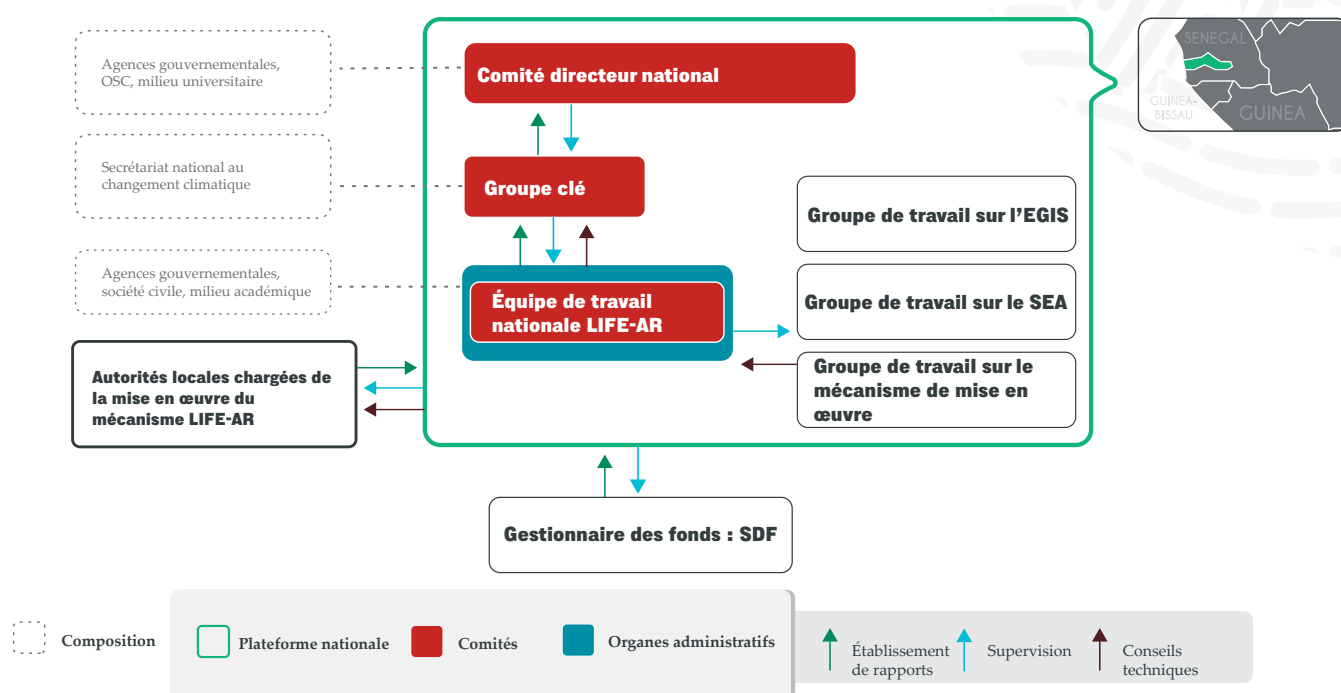


Figure 10 – Plateforme nationale de la Gambie

Une grande partie des efforts de recherche et de mise en œuvre est effectuée par une équipe de travail, qui supervise également des groupes de travail pour des fonctions techniques spécifiques. La Gambie s'est efforcée de faciliter une prise de décisions inclusive, en incluant des représentants des ministères, départements et agences compétents en matière d'environnement, de finances et de planification, des ministères de la Parité, de l'Enfance et de la Protection sociale, et de la Jeunesse, ainsi que des représentants du monde universitaire et des OSC, telles que l'Association des organisations non gouvernementales. Le noyau central fait office de secrétariat et assure la liaison entre la direction stratégique et l'équipe de travail. Le gestionnaire du fonds, le Social Development Fund (SDF), est un organisme public autonome qui a déjà géré des fonds pour le compte du gouvernement de la Gambie.

Des groupes de travail techniques ont été mis en place afin de se concentrer sur des questions plus vastes et plus complexes. Le premier porte sur la conception du mécanisme de mise en œuvre, en l'occurrence la

Facilité locale pour l'adaptation au climat (LoCAL), afin de garantir l'intégration des principes LIFE-AR tout en améliorant l'expérience antérieure de la Gambie en matière d'acheminement des financements climatiques vers les autorités locales. L'autre porte sur le SEA et vise à garantir l'intégration du SEA de LIFE-AR aux processus nationaux existants d'établissement de rapports.

*« Lorsque [vous] examinez les modalités institutionnelles de LIFE-AR en termes de plateforme nationale, vous constatez que chaque aspect de la société est représenté au sein du système de gouvernance de LIFE-AR. »*

*Nous avons veillé à ce que tout le monde soit représenté dans nos réunions ; nous avons fait en sorte que tout le monde participe et il n'a donc pas été difficile d'obtenir des idées de différentes personnes sur des équipes ou des questions spécifiques. »*

**Modou Cham**, spécialiste du changement climatique, point focal national de LIFE-AR auprès de la CCNUCC, secrétariat au changement climatique, ministère de l'Environnement, du Changement climatique et des Ressources naturelles (MECCNAR), Gambie



Membre de la communauté devant sa maison nouvellement équipée de panneaux solaires, Kembebit, Éthiopie

## ÉTHIOPIE – UNE APPROCHE RATIONNALISÉE POUR DES PROGRÈS PLUS RAPIDES

L'Éthiopie a adopté une approche plus sobre pour sa plateforme nationale, avec un groupe d'intervention intergouvernemental soutenu par le monde universitaire pour mettre en œuvre LIFE-AR. Celui-ci est supervisé par un comité directeur intergouvernemental de haut niveau. Les processus de gestion financière en Éthiopie sont déjà bien établis, avec la Facilité pour une économie verte et résiliente au climat sous l'égide du ministère des Finances, accréditée auprès du Fonds vert pour le climat.

Les fonds LIFE-AR sont canalisés par l'intermédiaire du CRGE, qui a fait ses preuves en matière de distribution de fonds aux autorités locales. Le groupe d'intervention assure la liaison avec les *woredas* pour veiller à ce que les perspectives locales soient intégrées dans la conception et la mise en œuvre du mécanisme de financement. Le groupe d'intervention au niveau des *woredas* comprend un point focal chargé de l'égalité des genres.

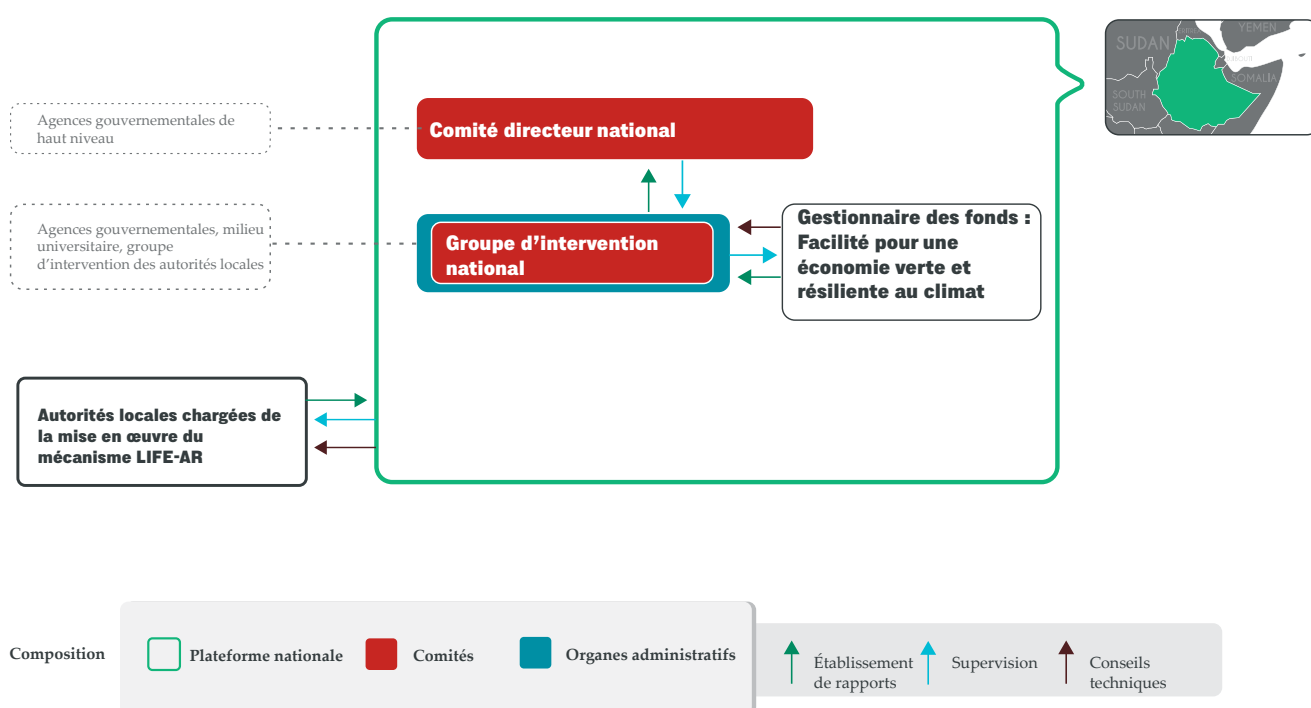


Figure 11 – Plateforme nationale de l'Éthiopie

*À mesure que LIFE-AR se développe, les plateformes nationales sont susceptibles d'évoluer pour garantir le maintien des principes de LIFE-AR à chaque phase de l'initiative et pour s'adapter à l'évolution des conditions politiques. S'appuyant sur leur communauté de pratique et sur l'apprentissage fondé sur des données probantes, les plateformes sont libres de se reconfigurer en réponse aux défis émergents.*



*Des étangs à poissons de petite taille vont être réhabilités et fusionnés en un barrage plus important à Salima, au Malawi*

# LEÇONS SUR LA MISE EN PLACE ET L'OPÉRATIONNALISATION DES PLATEFORMES NATIONALES

Le processus de création de plateformes nationales dans six contextes différents peut servir de base à l'élaboration d'initiatives semblables ailleurs.

## *Pas de modèle « unique »*

La diversité des approches adoptées par les pays chefs de file de LIFE-AR montre qu'il n'existe pas de modèle unique pour une plateforme nationale. Au contraire, les pays ont choisi des options adaptées à leur contexte qui sont stratégiquement et politiquement appropriées et qui garantissent qu'ils peuvent fournir les Offres des PMA qui soient conformes aux principes de LIFE-AR.

Le Bhoutan a ajouté LIFE-AR à l'ordre du jour de ses comités de coordination sur le changement climatique, et le Burkina Faso a saisi l'occasion pour leur donner un nouveau souffle. En revanche, l'Ouganda et la Gambie ont estimé que la création de nouveaux comités était plus fiable pour adopter une approche de réforme des pratiques courantes. Ces décisions ont été prises par des fonctionnaires qui ont une connaissance approfondie de ce qui est réaliste et possible compte tenu des relations et des dynamiques internes existantes.

## *Prendre le temps, c'est essentiel*

La mise en place de plateformes alignées sur des principes de réforme des pratiques courantes – une approche radicale et axée sur l'impact – prend du temps. Les ministères, tels que le ministère ougandais de l'Eau et de l'Environnement, ont eu besoin de temps pour convaincre des tiers de la valeur d'un mode de fonctionnement différent. Pour y parvenir efficacement, il faut une théorie du changement qui soit claire et qui articule une vision puissante justifiant des changements systémiques. Cela nécessite également une gestion adaptative, des modifications et des ajustements si nécessaire, ce qui ralentit encore le processus. Outre les éléments de gouvernance de la plateforme, la conception de mécanismes de mise en œuvre qui utilisent l'expertise et

des données probantes locales, et qui soient véritablement assumés par le pays, est un processus de longue haleine. LIFE-AR a donné aux pays le temps, les fonds et la liberté d'expérimenter et de trouver des solutions innovantes et adaptées au contexte pour acheminer le financement climatique jusqu'au niveau local, tout en fournissant des preuves de son impact et de ce qui est réalisable à plus grande échelle.

## *Renforcer les capacités à long terme*

Le fait de confier à des fonctionnaires la supervision ou la réalisation d'éléments clés de la recherche ou de la conception des processus ralentit les opérations mais renforce les capacités, ce qui servira plus efficacement la plateforme à long terme. LIFE-AR donne la priorité aux consultants locaux et aux institutions nationales ou au personnel gouvernemental, plutôt qu'à des consultants internationaux, afin de soutenir l'expérience et l'expertise du pays. L'appropriation et l'expérience nécessaires pour superviser les systèmes mis en place en sont beaucoup plus robustes. Souvent, les consultants nationaux sont d'anciens fonctionnaires considérés comme des personnes de confiance, capables d'utiliser leurs réseaux pour soutenir la recherche et formuler des recommandations ambitieuses. Un autre avantage réside dans le fait qu'un plus grand nombre de fonctionnaires d'autres ministères sont impliqués dans le travail, capables de tirer des enseignements de l'approche et de l'appliquer à d'autres interventions gouvernementales.

## *Apprendre les uns des autres*

La mise en place des plateformes a également bénéficié de l'apprentissage par les pairs dans les pays LIFE-AR, qui ont partagé leurs expériences sur ce qui donne ou non de bons résultats. Les pays ont appris les uns des autres et continuent de bénéficier d'une communauté de pratique, car ils travaillent tous à la réalisation d'une vision commune.



Élection du comité paroissial sur le changement climatique à Pader, en Ouganda

# UNE APPROCHE AXÉE SUR LES PMA : TRANSFORMER LA FINANCE CLIMATIQUE

Les plateformes pays se sont à nouveau imposées comme des instruments de mobilisation et de distribution de finance climatique. Pourtant, la plupart des exemples de réussite récents ont été observés dans des pays à revenu intermédiaire, en grande partie grâce à des programmes de réforme des BMD. LIFE-AR, par l'intermédiaire des plateformes nationales des PMA, vise à remodeler la finance climatique qui, à l'heure actuelle, ne répond ni efficacement ni à grande échelle aux besoins des communautés vulnérables au changement climatique.

Au cœur de cette transformation figure une approche fondée sur des principes. Actuellement, la plupart des plateformes pays utilisent un modèle traditionnel « donateur-bénéficiaire », avec les règles, les structures de rapportage et les obstacles à l'appropriation par les pays qui en découlent. En revanche, le Pacte LIFE-AR établit un partenariat fondé sur une reconnaissance commune des insuffisances du système de finance climatique, guidée par les principes, les Offres et les Requêtes des PMA. Ces principes établissent l'appropriation et la direction par les PMA des décisions prises aux niveaux mondial et national par l'intermédiaire du Conseil des PMA et des plateformes nationales. Ils visent à améliorer la façon dont la finance climatique peut être mobilisée, régie et distribuée selon une réforme des pratiques courantes, afin d'autonomiser les PMA et leurs communautés.

Les principes d'adaptation pilotée localement, largement reconnus comme une bonne pratique dans l'élaboration et la distribution de financements pour l'adaptation, sont fondamentaux. Ils sont mis en pratique par le biais de mécanismes de mise en œuvre élaborés par les pays chefs de file. Ils reposent sur un engagement fort des autorités locales et des communautés en matière de planification, de conception et de gestion des investissements d'adaptation. Ils donnent la priorité à l'égalité des genres et à l'inclusion

sociale, en créant ou en adaptant des espaces décisionnels de manière à ce que les représentants des groupes historiquement exclus soient au centre de la prise de décisions. LIFE-AR explore également des systèmes « radicaux » de transparence et de redevabilité ascendante qui placent l'information et le pouvoir directement entre les mains des communautés. Les mécanismes de financement décentralisés garantissent qu'au moins 70 % des fonds servent à financer des investissements prioritaires aux yeux des communautés.

Une autre contribution essentielle de LIFE-AR est l'accent mis sur le renforcement à long terme des institutions, en développant les capacités des gouvernements à coordonner des approches programmatiques complexes. Le principe d'inclusion de l'ensemble de la société facilite la coordination entre les ministères et la prise en compte d'un large éventail de perspectives différentes.

En créant des plateformes et des mécanismes de mise en œuvre, les plateformes nationales des PMA acquièrent des expériences et des compétences transférables à d'autres programmes. Cela favorise également la mobilisation des ressources, car les pays peuvent coordonner plus efficacement leurs efforts pour accéder à des fonds climatiques qui permettent d'intensifier les mécanismes de mise en œuvre.

Enfin, la Facilité indépendante pour les PMA, qui sera créée en 2026, donnera l'occasion aux PMA de travailler ensemble et de parler d'une seule voix en faveur d'une approche du financement climatique fondée sur des principes. La Facilité permettra aux pays de partager leurs expériences par l'intermédiaire d'une communauté de pratique élargie, en mettant en évidence des exemples concrets de systèmes mis à l'échelle pour le financement de l'adaptation locale, et en promouvant un système amélioré de financement climatique au niveau mondial.



Un père et sa fille regardant des éoliennes Photo : tetesong/Shutterstock

# RÉFÉRENCES

- Abesha, M. Y. (2024). How do multilateral and bilateral cooperation shape Ethiopia's development path? *American Research Journal of Humanities and Social Sciences*, 10(1), 115-121. <https://doi.org/10.21694/2378-7031.24018>
- Banque asiatique de développement. (2024, novembre). *Operationalizing the Bangladesh Climate Development Partnership: Technical Assistance Report* (Technical Assistance Report). <https://www.adb.org/projects/documents/ban-58271-001-tar>
- Banques multilatérales de développement. (2024, avril 20). *Viewpoint Note: MDBs Working as a System for Impact and Scale*. <https://www.adb.org/sites/default/files/news-release/962971/Heads-of-MDBs-Viewpoint-Note.pdf>
- Disch, A. (2000). Aid Coordination and Aid Effectiveness.
- E3G. (2024, 15 avril). *Country platforms for climate safety and sustainable development*. Consulté sur <https://www.e3g.org/>
- Fonds vert pour le climat. (2025). *Plateformes-pays pour le financement climatique*. Consulté sur <https://www.greenclimate.fund/document/country-platforms-climate-finance>
- Gilmour, A., Tanaka, J., & Colenbrander, S. (2024). The role of MDBs in country platforms. Dans *Designing and governing country platforms: What role for the MDBs?* (pp. 30-33). ODI. <http://www.jstor.org/stable/resrep64265.12>
- Gul, M., Holland, E., Hassan, A., & Upson, L. (2025). *The realities of country platforms for LDCs and SIDS: Ten key lessons*. Climate and Development Ministerial.
- Institute for Global Environmental Strategies. (2024). *G20 (2024) special webpage*. Consulté sur <https://www.iges.or.jp/en/projects/g20-2024>
- Iyer, D., Pizarro, G., & Rubian, R. (2017). *Institutional and coordination mechanisms: Guidance note on facilitating integration and coherence for SDG implementation*. United Nations Development Programme. [https://www.researchgate.net/publication/322071980\\_Institutional\\_and\\_Coordination\\_Mechanisms\\_Guidance\\_Note\\_on\\_Facilitating\\_Integration\\_and\\_Coherence\\_for\\_SDG\\_Implementation](https://www.researchgate.net/publication/322071980_Institutional_and_Coordination_Mechanisms_Guidance_Note_on_Facilitating_Integration_and_Coherence_for_SDG_Implementation)
- Karg, A., Gupta, J., & Chen, Y. (2025). Just Energy Transition Partnerships: An inclusive climate finance approach? *Energy Research & Social Science*, 125, 104103. <https://doi.org/10.1016/j.erss.2025.104103>
- Kramer, K. (2022, 7 décembre). Just Energy Transition Partnerships: An opportunity to leapfrog from coal to clean energy. *International Institute for Sustainable Development*. <https://www.iisd.org/articles/insight/just-energy-transition-partnerships>
- LIFE-AR. (2019). Vision des PMA pour 2050: Vers un avenir résilient au changement climatique – LIFE-AR. Groupe des Pays les moins avancés. [https://www.life-ar.org/documents/17/Vision\\_des\\_PMA\\_pour\\_2050\\_francais.pdf](https://www.life-ar.org/documents/17/Vision_des_PMA_pour_2050_francais.pdf)
- LIFE-AR (2023). Le Pacte de partenariat pour la vision des PMA pour 2050 - LIFE-AR. Groupe des Pays les moins avancés. <https://www.life-ar.org/fr/actualites-blog/bibliotheque-de-documents/le-pacte-de-partenariat-pour-la-vision-2050-de-la-cdl/>
- LIFE-AR (2025a). Demonstrating Locally-Led Adaptation Principles in Practice – LIFE-AR. Groupe des Pays les moins avancés. <https://www.life-ar.org/fr/actualites-blog/bibliotheque-de-documents/demontrer-les-principes-dadaptation-locale-dans-la-pratique/>
- LIFE-AR (2025b). How to channel climate funds to the local level: choosing the right delivery mechanism – LIFE-AR. Groupe des Pays les moins avancés. <https://www.life-ar.org/fr/actualites-blog/bibliotheque-de-documents/mecanisme-finance-climatique-local/>
- Robinson, M., & Olver, C. (2025, 19 février). Are 'Country Platforms' the Key to Delivering Green Growth at Scale? *World Resources Institute*. <https://www.wri.org/technical-perspectives/country-platforms-delivering-green-growth-scale>
- Sabogal Reyes, L., & Ahlgren, V. (2024, 15 avril). Has the moment come to embrace country platforms? E3G. Consulté sur <https://www.e3g.org/news/has-the-moment-come-to-embrace-country-platforms/>
- Shinkle, G. A., Hodgkinson, G. P., & Gary, M. S. (2021). Government policy changes and organizational goal setting: Extensions to the behavioral theory of the firm. *Journal of Business Research*, 129, 406-417. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2021.02.056>

 @LDC\_LIFEAR  
 <https://www.linkedin.com/company/LIFE-AR>  
 <https://www.LIFE-AR.org>  
 @LIFE-AR.bsky.social

L'initiative pour l'adaptation efficace et la résilience à long terme (LIFE-AR) des Pays les moins avancés est une initiative à long terme conçue et dirigée par les PMA, qui vise à renforcer la résilience climatique.

LIFE-AR est hébergée par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et soutenu par le gouvernement britannique, Irish Aid, le ministère de l'Environnement et du Changement climatique du Canada et Quadrature Climate Foundation.

